

Je n'ai pas besoin de vous apprendre que les services de la DAF, du Contrôle financier, de Passation de marché sont des fonctions support (back office) dans notre organisation. Ils ne portent en rien les activités qui sont le cœur métier de notre Département à savoir l'inspection, la formation, les évaluations, la construction d'écoles etc.

L'une des choses les plus graves est que tous ces projets sont passés par entente directe négociés entre individus ou par des faux appels d'offres (négociés d'avance) faisant fi de l'existence des structures. Alors qu'aucune urgence ne les justifie. Alors même que les appels d'offres ouverts sont gage de transparence et d'équité et de qualité de l'ouvrage attendu et surtout d'économie.

L'exemple des dossiers des tables bancs et des tableaux blancs est éloquent. Pourquoi faire un seul contrat de plus de 50 milliards en gré à gré et cela malgré mes multiples rappels à votre niveau et au niveau du conseil de cabinet en termes d'attribution et de procédure d'efficience aussi bien à votre niveau qu'en conseil de cabinet. Cela n'a rien changé à la démarche. Nous ne pouvons être fiers des bagarres dans nos couloirs entre entrepreneurs pour la répartition comme du reste du gâteau des 36 milliards. Pendant ce temps, un seul entrepreneur se conforte dans les 50 milliards.

Mieux, le prix et la qualité des tables bancs et des livres laissent à désirer. Le dossier des tableaux blancs est dans la même situation et cela malgré ma note technique dont la copie est ci-jointe. Mon service n'a été ni de près ni de loin associé à ces dossiers qui font couler encore beaucoup d'encre et de salive ternissant encore l'image de notre école.

Les seuls dossiers passés en appel d'offre aujourd'hui au MENA concernent les projets dont les bailleurs sont impliqués et sur lesquels ils exigent de la transparence. Sur ces dossiers également tout est mis en œuvre pour biaiser les procédures en vigueur et compromettre l'atteinte des objectifs.

J'ai été choqué et surpris d'apprendre en pleine réunion à votre bureau ce lundi 02 Aout 2021 que plusieurs projets de réhabilitation de lycées et collèges sont en cours à coûts de milliards de francs guinéens, par exemple la construction d'un nouveau siège du MENA à près de 200 milliards de francs sans que le SNIES n'y soit associé ni à la décision ni au processus. Pis, comment un projet d'une telle envergure peut être banalisé en gré à gré et sans aucune procédure favorisant sa réussite.

Sur le fond, ce projet est à mon avis inopportun en ce sens qu'il n'est ni dans les cas d'urgence cités comme réponse aux problèmes majeurs et critiques de l'école guinéenne à date, mais aussi il n'est pas pris en compte dans nos programmation budgétaires après arbitrage. Sachant qu'un autre projet d'extension de l'actuel siège est en cours de préparation pour 15 milliards (**j'ignore comment ce coût est fixé sachant que ce bâtiment a été réalisé à moins de 12 milliards de francs il y a moins de 7 ans**). Les Etats-généraux de l'école nous en dira plus sur toutes ces questions.

En attendant, l'accent pouvait être mis sur les salles de classes, la digitalisation et toutes ses composantes notamment la formation et les réformes structurelles qu'elle engendre, etc. Peut-être que les états généraux recommanderaient une réduction drastique des effectifs au niveau des structures centraux, ce qui réduira considérablement le besoin en bureau du système éducatif. Le bâtiment déjà en cours par le Ministère de l'Enseignement supérieur suffira peut-être pour les 3 Ministères. Imaginons que chacun des ministères injecte 200 milliards juste dans leur siège sans compter les structures déconcentrées dans les 33 préfectures, les projets en cours d'exécutions, la formation des enseignants, les acquisitions d'équipements destinés aux écoles, bref toutes ses solutions envisagées en réponses aux maux dont souffre notre école. Alors que l'actuel siège peut faire l'objet de réhabilitation voire d'extension à coût raisonnable en attendant plus de visibilité sur l'avenir de notre école.